

*Les crédits*

Ils veulent savoir précisément, avant tout, si le gouvernement reconnaît que les prévisions qui figurent dans les documents budgétaires et que les évaluations qui sont faites dans les discours portant sur la conjoncture économique canadienne ne tiennent pas compte des difficultés qu'éprouvent un grand nombre de Canadiens, à une période où les faillites sont très nombreuses partout dans le pays, où le chômage augmente, où la construction de nouveaux logements est à la baisse et où les gens en général sont découragés, non seulement parce que le Canada est en récession, mais également parce que le gouvernement semble incapable de saisir l'ampleur du problème.

Au cours du débat d'aujourd'hui, j'espère que nous aurons donné au ministre des Finances une occasion de discuter de la politique des taux d'intérêt, de nous dire pourquoi, en 1990, nous devrions devancer les Américains et leur montrer où ils peuvent investir leur argent à des taux d'intérêt extrêmement élevés et pourquoi nous détruisons notre secteur des exportations. Nous parlons de corriger le problème que pose la taxe sur les ventes des fabricants, alors que, en fait, la valeur élevée du dollar canadien nuit davantage aux exportations canadiennes que la taxe sur les ventes des fabricants ou la taxe de vente fédérale ne l'ont jamais fait auparavant, même compte tenu du fait que le gouvernement a fait passer la taxe de vente fédérale de 9 à 13,5 p. 100 depuis les cinq ans et demi ou six ans qu'il est au pouvoir.

Ce que les Canadiens veulent savoir, et j'espère que le ministre des Finances nous le dira aujourd'hui, c'est d'abord et avant tout ceci: le gouvernement, le premier ministre et le ministre des Finances reconnaissent-ils que le Canada est réellement dans une récession? Il ne s'agit pas de récession technique. Étant donné le nombre d'emplois que nous perdons dans tout le pays et le taux de chômage croissant, le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des Finances, pourrait-il déclarer clairement et catégoriquement que, manifestement, nous sommes en récession? Ensuite, confrontés à cette réalité, pourrions-nous commencer à remédier à la situation?

Essayer de remédier à n'importe quel problème au Canada aujourd'hui en tant qu'homme politique constitue un énorme défi. Nous avons beaucoup entendu parler de ce qui se passe à l'autre endroit. Je sais que le ministre des Finances et d'autres ministériels discutent régulièrement des projets de loi dont sont saisis les sénateurs. Ils demandent aux Canadiens d'essayer de forcer une déci-

sion pour faire en sorte que la taxe sur les produits et services soit adoptée.

Lorsque nous sommes allés d'un bout à l'autre du pays avec le Comité permanent des finances de la Chambre des communes, nous avons rencontré un grand nombre de personnes dont les exposés étaient, de diverses manières, très calmes, logiques et rationnels. D'autres personnes étaient extrêmement contrariées et rejetaient très violemment la taxe sur les produits et services. La même expérience est arrivée, j'en suis certain, aux sénateurs quand ils ont circulé à travers le pays pour s'entretenir avec les Canadiens de cette taxe.

Essayons de voir les choses telles qu'elles sont. Quand les gens sont confrontés à une récession, en l'occurrence d'origine canadienne. . . la plupart du temps le ministre du Commerce extérieur et d'autres personnes aiment faire placer des petits autocollants sur les produits pour indiquer que ceux-ci sont fabriqués au Canada, nous en sommes fiers, nous y plantons un drapeau rouge et nous avons des logos pour indiquer que les produits en question sont d'origine canadienne. Je ne pense pas que quelqu'un soit très fier du fait que la récession soit d'origine canadienne.

Cette récession commence, et les gens sont frustrés et fâchés. Beaucoup de secteurs économiques et de régions du Canada souffrent de la récession depuis quelque temps déjà. Elle s'est amorcée avant la semaine passée quand le Conference Board du Canada a fait sa déclaration. Les manchettes de la fin de semaine faisaient allusion aux protestations entendues au ralliement contre la TPS. Certaines personnes ont exprimé leurs appréhensions au sujet du comportement des sénateurs opposés à la TPS mais, compte tenu des difficultés auxquelles elles font face dans le monde de la réalité, elles comprennent les frustrations des sénateurs.

En fin de semaine, j'ai pu m'entretenir avec des centaines de citoyens. Personne ne m'a prié de dire aux sénateurs de laisser passer la TPS. Quelques-uns ont commenté la tournure des événements à l'autre endroit, mais personne ne m'a dit: «De retour à Ottawa, n'oubliez pas de rappeler aux sénateurs qu'ils doivent accepter la taxe sur les produits et services.» N'oublions pas que les sénateurs libéraux savent très bien que leur stratégie à l'autre endroit fait ressortir la nécessité de réformer le Sénat.

Les gens concentrent leur attention sur le Sénat et l'urgence de le réformer. J'espère que beaucoup de Canadiens vont conclure qu'il importe de réformer le Parlement, y compris la Chambre des communes. Comme nos